

ET LA CRISE À MADAGASCAR?



Le changement anticonstitutionnel de régime du 17 mars 2009 a entraîné la prise du pouvoir par la Haute Autorité de Transition. La crise sociopolitique et économique qui perdure depuis cette période a perturbé le cours de la vie politique, sociale et économique du pays. Le 21 novembre 2011, un Gouvernement de transition a été mis en place.

SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE

Après un net recul de la croissance en 2009, celle-ci est demeurée très faible en 2010 + 0.5 % et + 0.7 % en 2011, ne permettant pas d'endiguer la dégradation de la situation socioéconomique des populations. Dans ce contexte, le taux de pauvreté monétaire évalué à 76,5 % en moyenne nationale en 2010, pourrait s'aggraver en 2011, ou, au mieux, se maintenir au même niveau. Dans la même période, l'investissement global qui était de 35 % du PIB en 2008 ne représente plus que 21 % en 2010. L'investissement public, quant à lui, est tombé à 3% du PIB en 2010 contre près de 6% en 2008. En dépit d'une bonne campagne agricole en 2009-2010,

la crise a eu un effet direct sur l'économie, entraînant la fermeture de plusieurs entreprises et mettant au chômage plus de 300.000 personnes du secteur secondaire et tertiaire. L'inflation est demeurée à un niveau acceptable. Toutefois, les efforts du gouvernement visant à maîtriser la gestion monétaire et à contenir l'inflation ont eu un impact dommageable sur la capacité de l'Etat à assurer les services sociaux de base.

A titre d'illustration, le budget d'investissement voté et inscrit dans la Loi de finances 2012 pour le Ministère de l'Éducation a diminué de 79 % par rapport au budget voté en 2011.

SITUATION SOCIALE

En ce qui concerne les secteurs sociaux, l'impact sur ceux-ci des restrictions budgétaires des ressources de l'Etat a eu des conséquences graves, et ce en dépit d'une aide extérieure accrue pour les secteurs éducation et santé (260 millions de USD en 2010 contre 180 millions en 2008). Ainsi le nombre d'enfants en déperdition scolaire s'est considérablement accru, passant de 138.000 en 2008 à plus de 900.000 en 2011. Dans le domaine de la santé, tous



les indicateurs confirment une dégradation de la fourniture des services publics de santé sur l'ensemble du territoire, essentiellement du fait de la désorganisation des services et administrations publics responsables. Pour une population estimée à 21 millions d'habitants, Madagascar ne dispose que de 3000 médecins généralistes. De plus, 40% des formations sanitaires (les Centres de Formation sanitaire et social, bien que peu nombreux à Madagascar, présentent des formations adaptées aux besoins du secteur sanitaire et social) ne sont pas suffisamment approvisionnées en médicaments et autres intrants de santé. Le niveau de vulnérabilité des populations reste également élevé. On estime que 56,5 % de la population, soit plus de 11 millions de personnes, vit dans une situation de pauvreté extrême. Par ailleurs, le revenu annuel par habitant est inférieur à 500 USD depuis 1970. Cette vulnérabilité des populations se manifeste aussi à travers une situation de malnutrition accrue classant Madagascar parmi les 20 pays au monde dont

le taux de prévalence de la malnutrition chronique est supérieur à 45 %.

Les catastrophes naturelles qui affectent le pays de manière récurrente augmentent davantage la situation de vulnérabilité des populations et causent des dégâts importants aux investissements et infrastructures de production. Les dommages et pertes subies par les populations rurales suite aux catastrophes naturelles sont estimés à 333 millions USD soit 4 % du PIB. Entre 121.000 et 353.000 personnes ont été affectées par les catastrophes naturelles au cours des trois dernières années. Ces dernières ont des conséquences directes sur la qualité de vie des populations qui ont déjà un accès très limité à l'eau potable (44,9 % en 2010) et aux infrastructures d'assainissement améliorées (35,2 % en 2010). Cette situation est exacerbée par les difficultés financières et les problèmes de capacités auxquelles est confronté le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes. De plus, les sécheresses et les invasions acridiennes affectent les régions sud de l'île.

Près de 25% de la population malgache continue à vivre dans des zones à risque tandis qu'une proportion importante de citoyens vit dans des taudis (80,6 % en 2005 contre 83 % en 2010),

SOURCES : www.affaires-strategiques.info, www.agoravox.fr/actualites/international, reliefweb.int/node/480626/pdf, www.linfor.re/-Politique,382, www.123news.org, www.africaneconomicoutlook.org